

7 Jours Filpac CGT

n°5 – vendredi 6 juillet 2012

Le gouvernement Ayraut Hollande entend se parer des plumes du sommet social des 9 et 10 juillet pour couvrir l'austérité d'un prétendu consensus syndical. Mais ce sommet ne sera social que s'il stoppe la marée des licenciements, s'il restreint le droit quasi divin des patrons de licencier qui ils veulent, quand ils veulent, comme ils veulent. Et s'il apporte sa contribution à une politique sociale fondée sur une répartition des richesses qui redistribue aux salariés la part qui leur est due. Sans quoi, ce sommet du Palais d'Iéna n'aurait été qu'une technoparade triste.

Directeur de la publication : Marc Peyrade - Rédaction : Jean Gersin / gersin@filpac-cgt.fr
FI LPAC-CGT : Case 426 – 263, rue de Paris – 93514 Montreuil cedex Tél. : 01 48 18 80 24 – Fax : 01 48 51 99 07 filpac@filpac-cgt.fr – www.filpac-cgt.fr

Un sommet social sous tutelle européenne



Une question majeure se pose à ce sommet social des 9 et 10 juillet : va-t-il arrêter les vagues de licenciements, cette politique patronale qui fait payer au travail le coût de la crise du système économique libéral ? Laurence Parisot, du Medef, en veut toujours plus. Elle exige de ce sommet la création d'une « rupture conventionnelle collective » sur le modèle de la rupture à l'amiable individuelle. Manière de maquiller en départs consentis les licenciements patronaux.

L'hystérie des patrons de presse contre la grève du 5 juillet n'a d'autre fonction que de masquer leur approbation des licenciements en cours, en particulier dans le groupe Hersant, et ce pour une raison

simple : ils en préparent eux-mêmes beaucoup d'autres. Et, comme le Medef, ils lancent le mot d'ordre : « laissez-vous licencier » !

La déferlante des licenciements massifs dans tous les secteurs est une politique patronale : ils casseront autant d'emplois que nécessaire à la sauvegarde de leurs profits. Que leur importe le drame humain d'un pays à plus de 4 millions de chômeurs directs, flanqués de millions de travailleurs précaires et de jeunes réduits à des stages gratuits ou à des boulots précaires.

Ce sommet réputé social est étroitement encadré par la politique du gouvernement. Quelle est-elle ? Une transposition pure et dure du traité européen, le **Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (TSCG)**.

Non, François Hollande n'a pas renégoié le Traité européen. Les docteurs en communication nous racontent qu'il a maté la chancelière allemande. *Etonnez-moi, François...* Il a habillé d'une clause de croissance marginale son ralliement au TSCG, malgré sa promesse de campagne (proposition n°11) :

« Je proposerai à nos partenaires un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance pour sortir de la crise et de la spirale d'austérité qui l'aggrave. **Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre 2011 en privilégiant la croissance et l'emploi**, et en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction. Je proposerai de créer des euro-obligations. Je défendrai une association pleine et entière des parlements nationaux et européen à ces décisions. Cinquante ans après le traité de l'Élysée, je proposerai à notre partenaire l'élaboration d'un nouveau traité franco-allemand. »

Le ralliement présidentiel à l'austérité européenne a conduit Jean-Marc Ayraut à prononcer à l'Assemblée nationale un discours creux, accompagné de quelques mesures symboliques, pour maquiller la véritable intention de l'exécutif : faire adopter à marche forcée par le Parlement, dès juillet, le TSCG.

Le TSCG, c'est la livraison la politique budgétaire aux exigences de l'austérité européenne. Son contenu ?

- Le traité prévoit l'adoption de « la règle d'or » : le budget général devra être équilibré ou en excédent ;
- Cette « règle » est intégrée par le biais de dispositions contraignantes et permanentes par le vote à venir du Parlement de façon à garantir son respect dans le processus budgétaire national ;
- La dette publique autorisée par l'Union européenne est de 60% du PIB ;
- Le déficit budgétaire maximal est fixé à 3% ;
- C'est la Commission européenne qui calculera alors le déficit structurel de l'Etat.

- Elle adoptera à son égard le même traitement infligé à la Grèce, la Troïka (FMI, commissaires de l'Union européenne et agents de la Banque centrale européenne)

Le respect de ces règles suppose une politique d'austérité permanente, qui va encadrer le sommet social. Pour donner le change, le gouvernement revient sur quelques mesures impopulaires, comme la TVA dite sociale. Pour l'essentiel, il amplifie la politique précédente.

Convergences Medef CFDT

Les convergences patronat de la presse et F3C CFDT ne sont pas seulement une opération tactique contre la Filpac CGT. Elles reposent sur une orientation de fond, dont la déclaration commune CFDT CFTC CGC Medef CGPME du 6 juin 2011 fait état.

Les signataires adoptent le point de vue patronal qui fait supporter à la compétitivité le poids de la crise. Les contradictions du système capitaliste sont blanchies, au profit du « *dynamisme entrepreneurial* ».

Voilà pourquoi à ce sommet conformément à l'accord du 6 juin 2011, CFDT et Medef, au nom de ce « dynamisme » à retrouver, vont demander :

- Le gel des salaires comme mise initiale au service des employeurs ;
- Une nouvelle formule des contrats compétitivité-emploi, c'est-à-dire la flexibilité des salaires, des effectifs et du temps de travail, le tout géré par la seule direction d'entreprise ;
- La réforme des cotisations sociales - ce qu'ils appellent « prélèvements obligatoires » ;
- Donc la réforme du financement de la Sécurité sociale ;
- En particulier par la transformation en impôt des cotisations patronales et salariales. Comme Jean-Marc Ayrault ne procède pas à la refonte du système d'imposition, comme promis, l'injustice de la fiscalité frapperait lourdement les petits contribuables.



La Filpac CGT aborde ce sommet avec la conviction que ce qui fera bouger les lignes repose à la fois sur une orientation de toute la CGT alternative au libéralisme, et sur la construction d'un mouvement de type « Front populaire ». Sans quoi, les déceptions iront grossir les cohortes de ceux qui basculent dans le racisme en crotant combattre les fauteurs de crise.

La Filpac CGT se bat pour les revendications suivantes :

- Contre la dette, rupture avec l'obligation de l'Etat de n'emprunter qu'aux marchés financiers. Que la Banque centrale européenne devienne une banque fédérative des Etats de l'Union, fondée à leur prêter directement au taux le plus bas sans passer par les banques privées.
- L'Etat doit prendre le contrôle de la finance, notamment par la création d'un pôle public bancaire.
- Taxation des revenus spéculatifs.
- Contre les licenciements, une loi nationale à vocation européenne qui limite fortement le droit patronal de dépouiller les salariés de leur seul revenu, le Travail, actuellement sans limite.
- Protection automatique du contrat de travail contre les destructions d'emplois, dont les patrons devront payer les dégâts.
- Desserrer l'étau du chantage « emploi contre salaire » : aller aux sources du partage des richesses par la répartition de la valeur ajoutée en faveur du salariat.
- Création par l'initiative des pouvoirs publics tant nationaux qu'européens de travaux d'intérêt collectif selon les besoins non satisfaits, comme les logements sociaux, les équipements de santé et collectifs.
- Une loi fondamentale pour l'information !
- Un plan stratégique de développement de la filière Bois-Papier sous l'égide du gouvernement « invitant fortement » les représentants patronaux à y participer.

« Ce n'est pas aux salariés de payer leur crise ! »